



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, De l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 13/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



GSM et CEMEX

49 bis av Franklin Roosevelt
77210 AVON

Références : 222570

Code AIOT : 0006507377

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2022 dans l'établissement GSM et CEMEX implanté Rue Albert GRAVE à VARENNES SUR SEINE. L'inspection a été annoncée le 30/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM et CEMEX
- Rue Albert GRAVE 77130 VARENNES SUR SEINE
- Code AIOT : 0006507377
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sur les communes de Varennes-sur-Seine et Ville-Saint-Jacques (77), les entreprises GSM et CEMEX sont autorisées à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers par l'arrêté préfectoral n°11/DCSE/M/011 du 29 juillet 2011.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Garanties financières
- Rejet d'eaux dans le milieu naturel
- PGD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Rejet d'eaux dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article IV-3.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	GARANTIES FINANCIÈRES	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article Chapitre V	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article III-18	/	Sans objet
2	Plans	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article III-20	/	Sans objet
3	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article IV-3	/	Sans objet
6	Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploit...	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.	/	Sans objet
7	Plan de gestion des déchets d'extraction bis	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est correctement tenue et les prescriptions contrôlées sont globalement bien respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article III-18
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Durent les heures d'activité (cf. article 1.5), l'accès au site est contrôlé.</p> <p>En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public.</p> <p>En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent empêche l'accès aux zones de travaux, particulièrement les fronts d'exploitation.</p> <p>Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier sur le chemin d'accès aux abords des travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé.</p>
Constats : <p>Le site est correctement clôturé.</p> <p>Des panneaux indiquant la présence de la carrière et l'interdiction d'accès sont régulièrement apposés sur la clôture.</p> <p>Pendant les heures de fermeture de la carrière, un portail solide et efficace ferme l'accès au site.</p> <p>Pendant les heures d'activité du site, le personnel est sur place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article III-20
Thème(s) : Risques accidentels, Plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - échelle et l'orientation, - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les zones en cours d'exploitation, - les zones déjà exploitées non remises en état, - les zones remises en état, - le volume de matériaux stockés pour la remise en état (terres végétales stériles), - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (cote NGF), - les différents bâtiments et leurs affectations, - les pistes et voies de circulation, - les piézomètres, - la position des éléments visés à l'article 111-19 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales, - les bornes mentionnées à l'article 11.2. <p>Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente). Il est notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.</p> <p>Les valeurs des éléments S1, S2 et L définis à l'article V-1 sont également précisées. Une copie de ce plan certifié, daté et signé par les exploitants et ses annexes sont adressées à l'inspection des installations classées au plus tard le 4^e février de l'année N+1.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le plan de suivi du site ainsi que le bilan annuel 2021 le 28 mars 2022.</p> <p>Le plan est conforme à la réglementation. Il est daté, certifié et signé par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article IV-3
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de carburant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Il n'y aura aucun stockage de carburant sur le site.
Constats : Aucun stockage de carburant n'est présent sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejet d'eaux dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article IV-3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Rejets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

1V.3.2.1 - Eaux de procédés

Sans objet, il n'y a pas d'installation de traitement utilisant de l'eau dans le périmètre de cette carrière.

1V.3.2.2 - Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales)

I — Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

Paramètres	Caractéristiques	Norme de référence
pH	5,5 < pH < 8,5	NFT 90 008
Température	< 30°C	
Matière en suspension	< 35 mg/l	NF EN 872
DCO sur effluent non décanté	< 40 mg/l	NFY 90 101
Hydrocarbures	< 10 mg/l	NFT 90 114

Les analyses sont réalisées conformément aux normes en vigueur.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesuré en un point représentatif de la zone de mélange, selon la norme NFT 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt./l

II — Chaque pompe est équipée d'un compteur volumétrique.

III — Les seuls rejets autorisés d'eaux issues du site sont les eaux d'exhaure (rabattement de nappe pour les travaux de découverte et de remise en état) dans la limite fixée à l'article III-8.

Les exploitants font procéder par un laboratoire agréé à un contrôle tous les 3 mois des rejets aqueux sur les paramètres suivants : pH, température, MEST, DCO, hydrocarbures.

Il est également prévu qu'un prélèvement dans le bassin de recyclage des eaux de la criblerie de la Grande Paroisse pour contrôler l'acrylamide sera effectué tous les semestres.

Une surveillance de la qualité des eaux sera effectuée tous les trois mois sur les eaux d'exhaure rejetées au milieu naturel à l'extérieur du site ou recyclées vers des plans d'eau ou casiers d'infiltration à l'intérieur du site, ce suivi porte au minimum sur les paramètres suivants : pH, température, matières en suspension totales (MEST), demande chimique en oxygène (DCOQ), hydrocarbures.

Les aires étanches sont équipées de décanteur déshuileur où un prélèvement sera réalisé chaque année.

Tous les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à l'inspection des Installations Classées au plus tard le 1^{er} février de l'année suivante. Les paramètres analysés pourront évoluer en fonction des pratiques agricoles.

1V.3.2.3 - Eaux souterraines

Un réseau de surveillance de 10 piézomètres a été mis en place dans la plaine alluviale, le niveau des eaux souterraines fera l'objet d'un contrôle tous les mois et une analyse annuelle sur les paramètres pH, MEST, DCO, hydrocarbures totaux. Les résultats consignés dans un registre mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Les piézomètres font l'objet d'une surveillance périodique décennale, afin de s'assurer de leur étanchéité et l'absence de

communication entre les eaux prélevées et les eaux de surface. Cette inspection porte en particulier sur l'état des matériaux tubulaires. Le compte-rendu est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

1V.3.2.4 - Eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur sur les dispositifs d'assainissement autonome, dont notamment l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 fixant les principales techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif (ou tout autre texte qui viendrait s'y substituer).

IV.3.2.5 — Résultats des analyses

Les résultats des analyses prévues aux articles ci-dessus sont consignés dans un registre. Un bilan est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie. Ce bilan est accompagné de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.

Constats :

Il n'y a pas d'installation de traitement sur le site.

Des dépassements ont été identifiés sur les analyses des eaux rejetées au niveau du déshuileur. Celui-ci a été remplacé fin d'année 2021. Les analyses présentées par l'exploitant du dernier trimestre 2021 et des deux premiers trimestres 2022 sont conformes.

Il a été constaté le jour de la visite la présence d'une pompe sans compteur utilisée pour le rabattement de nappe pour les travaux de découverte de la carrière.

L'exploitant doit mettre en place un compteur volumétrique sur cette pompe.

Les eaux d'exhaures sont analysées et les résultats sont transmis par l'exploitant dans le cadre du bilan annuel.

Les eaux souterraines sont analysées. Les résultats des analyses des 10 piézomètres sont transmis annuellement à l'inspection.

Il n'y a pas d'eaux domestiques sur le périmètre de la carrière.

Le bilan annuel est transmis à l'inspection chaque année. Le bilan 2021 a été transmis par courrier du 28 mars 2022.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : GARANTIES FINANCIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2011, article Chapitre V																									
Thème(s) : Risques accidentels, Garanties financières																									
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																									
Prescription contrôlée : S'agissant d'une autorisation d'exploiter conjointe et solidaire, les obligations ci-après s'imposent à chacune des sociétés nommées à l'article I. La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le montant des garanties financières TTC est établi comme suit : <table border="1" data-bbox="220 607 1358 846"><thead><tr><th>Périodes</th><th>S1 (ha)</th><th>S2 (ha)</th><th>L (m)</th><th>Montant de référence (euros)</th></tr></thead><tbody><tr><td>1</td><td>17.5</td><td>60</td><td>1 800</td><td>2 535 470</td></tr><tr><td>2</td><td>17.5</td><td>60</td><td>3 000</td><td>2 595 028</td></tr><tr><td>3</td><td>12.5</td><td>49</td><td>3 000</td><td>2 117 141</td></tr><tr><td>4</td><td>7.5</td><td>24</td><td>1 500</td><td>1 061 114</td></tr></tbody></table> Ce montant est calculé en utilisant la formule 3 de l'arrêté du 24 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières avec l'indice TP 01 = 651.3 (du mois de juin 2010) [...]	Périodes	S1 (ha)	S2 (ha)	L (m)	Montant de référence (euros)	1	17.5	60	1 800	2 535 470	2	17.5	60	3 000	2 595 028	3	12.5	49	3 000	2 117 141	4	7.5	24	1 500	1 061 114
Périodes	S1 (ha)	S2 (ha)	L (m)	Montant de référence (euros)																					
1	17.5	60	1 800	2 535 470																					
2	17.5	60	3 000	2 595 028																					
3	12.5	49	3 000	2 117 141																					
4	7.5	24	1 500	1 061 114																					
Constats : Le plan de Garanties Financières établi le 31 décembre 2021 indique une surface S1 supérieure à celle prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant doit indiquer les actions mise en œuvre pour se conformer à la prescription de l'arrêté préfectoral.																									
Type de suites proposées : Avec suites																									
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale																									
Proposition de délais : 3 mois																									

N° 6 : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploit...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.</p> <p>L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.</p> <p>L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.</p> <p>Si l'étude d'impact en montre la nécessité, l'arrêté d'autorisation peut prévoir que l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au maintien de l'indépendance hydraulique des réseaux de récupération des eaux d'infiltration des zones de stockage et à une gestion séparative des effluents ; - à la récupération et au traitement des lixiviats ; - à des analyses des eaux de ruissellement et des lixiviats, en fixant des paramètres et les substances à analyser ainsi que la fréquence des analyses. <p>En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes présentes sur le site sont correctement entretenues.</p> <p>L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.</p> <p>Sur le plan topographique annuel, l'exploitant indique la localisation des zones de stockage temporaire correspondantes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.</p> <p>Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; - les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a actualisé son plan de gestion des déchets en novembre 2022.</p> <p>Ce plan de gestion présenté répond aux prescriptions réglementaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

